

DE NOUVEAU ÉPINGLÉ PAR L'OCDE

Le Royaume-Uni n'a toujours pas adopté une législation anticorruption adéquate

Dans un communiqué rendu public le 17 octobre 2008 à Paris, l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économiques) n'y est pas allée avec le dos de la cuillère : le Royaume-Uni est toujours le cancre de la Convention de 1997 de lutte contre la corruption dans les transactions commerciales internationales. C'est la quatrième fois depuis 2003 que ce pays est épinglé par l'OCDE.

Le groupe de travail de l'OCDE sur la corruption a vivement critiqué le Royaume-Uni pour ne pas avoir mis en conformité ses lois anti-corruption avec ses obligations internationales aux termes de la Convention anticorruption de l'OCDE et il l'exhorte à se doter rapidement d'une nouvelle loi. Dans le cadre de la législation britannique actuelle, il est très difficile pour les procureurs de poursuivre efficacement une entreprise pour des faits présumés de corruption. Bien qu'il ait ratifié la convention anticorruption de l'OCDE il y a dix ans, le Royaume-Uni n'a encore jamais

poursuivi une entreprise dans une affaire de corruption. Toutefois, le groupe insiste sur le besoin urgent d'engager des réformes et d'en faire une priorité politique. Les récentes affaires ont, en outre, mis en lumière des insuffisances systémiques qui démontrent clairement la nécessité de renforcer l'indépendance du Serious Fraud Office (Bureau de lutte contre les fraudes graves) et d'éliminer les obstacles aux poursuites.

Une situation qui fait obstacle aux enquêtes

Dans le rapport faisant suite à l'examen supplémentaire de la



Siège de l'OCDE.

mise en œuvre par le Royaume-Uni de ses obligations aux termes de la Convention, ce groupe de travail a renouvelé ses précédentes recommandations de 2003, 2005 et 2007 demandant au Royaume-Uni d'adopter dans les meilleurs délais une nouvelle loi sur la corruption transnationale.

Les incertitudes entourant la volonté du Royaume-Uni de se doter d'un régime de responsabilité des entreprises efficace et conforme à la Convention, comme le groupe l'avait recommandé en 2005, sont également déplorées par le groupe. Le groupe de travail de l'OCDE, qui réunit l'ensemble des 37 pays parties à la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, est «déçu et gravement préoccupé» par le fait que le Royaume-Uni manque à son obligation de remédier aux lacunes de ses lois sur la corruption d'agents publics étrangers et sur la responsabilité des entreprises en matière de corruption transnationale. Le groupe esti-

me que cette situation fait obstacle aux enquêtes.

De nouvelles recommandations et un rapport par trimestre !

Le groupe de travail anti-corruption de l'OCDE a de nouveau fait des recommandations. Selon lui, il convient que le Royaume-Uni, en priorité, adopte une législation moderne sur la corruption transnationale et établisse une véritable responsabilité des entreprises pour les faits de corruption ; qu'il prenne toutes les mesures nécessaires pour que l'article 5 de la Convention, qui interdit notamment la prise en compte de considérations d'intérêt économique national dans les poursuites pour corruption transnationale, s'applique concrètement à toutes les décisions en matière d'enquêtes et de poursuites, à tous les stades de la procédure ; qu'il s'assure que l'attorney général (le procureur général du Royaume-Uni) ne puisse pas donner d'instructions au directeur du «Serious Fraud Office» sur des affaires individuelles de corruption transnationale et supprime la nécessité d'obtenir l'accord de l'attor-

ney général pour engager des poursuites dans de telles affaires ; et qu'il s'assure que le Serious Fraud Office confère un niveau de priorité élevé aux affaires de corruption transnationale et soit doté de ressources suffisantes pour traiter efficacement ces affaires.

A la lumière de ces nombreux et très préoccupants problèmes, le groupe de travail a demandé au Royaume-Uni de lui soumettre tous les trimestres des rapports écrits sur les progrès accomplis, à l'occasion de chaque réunion du groupe de travail. Le groupe pourra également effectuer des missions de suivi au Royaume-Uni et prendre toute mesure qu'il estime appropriée, après avoir examiné les conclusions de ces rapports et de ces éventuelles missions sur place. Le groupe de travail avertit que l'incertitude entourant la législation britannique risque de susciter une vigilance accrue vis-à-vis des entreprises britanniques de la part de leurs partenaires commerciaux ou des banques multilatérales de développement.

Synthèse faite par Djilali Hadjadj

Les nouvelles promesses de Londres

Les experts anticorruption de l'OCDE ont critiqué le Royaume-Uni pour son «incapacité persistante» à se doter d'une législation adéquate pour punir ses entreprises qui utilisent la corruption pour gagner des contrats à l'étranger. «Nous tirons le signal d'alarme.

Les carences légales ne peuvent continuer. Nous avons besoin d'une loi satisfaisante et tout de suite», a déclaré Mark Pieth, président du groupe de travail anti-corruption, en présentant les conclusions de son rapport sur le Royaume-Uni. «La difficulté avec le Royaume-Uni est que la législation est en dessous des normes. Nous avons demandé à de nombreuses reprises qu'elle soit changée, mais cela n'a jamais été fait. Il y a un problème de volonté politique», a ajouté M. Pieth, lors d'une conférence de presse au siège de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) à Paris, le 17 octobre 2008.

L'OCDE a «appelé le gouvernement britannique à arrêter de perdre du temps». «Le gouvernement a promis en juin 2000 d'introduire une loi qui criminaliserait la corruption de responsables étrangers. Huit ans plus tard, il promet toujours de le faire l'an prochain.» A Londres, le ministre de la Justice britannique Jack Straw, nommé récemment responsable de la lutte anticorruption, a assuré que «le Royaume-Uni s'engageait totalement» à combattre la corruption et qu'il se préparait à amender sa législation.

Eva Joly voit rouge et passe au vert

Eva Joly, magistrat française à la retraite, d'origine norvégienne, devenue célèbre suite aux enquêtes judiciaires qu'elle a menées sur des affaires de grande corruption ayant ébloué des firmes pétrolières françaises, se lance dans la politique.

Elle se retrouve sur une liste «écologie» (les Verts) pour les élections au Parlement européen en 2009. Elle donne quelques explications. «J'ai choisi les Verts parce que ce sont ceux qui sont les plus proches de mon combat contre la corruption»... «J'ai mis dix ans à comprendre. Bien sûr, au centre du malheur du monde et de la pauvreté, il y a la corruption et les paradis fiscaux. La corruption est un flux illicite d'argent, mais ce n'est ni le seul ni le plus important.

On estime qu'au niveau mondial, elle représente 100 milliards de dollars par an. Mais le principal drame, c'est ce que permet la corruption : le pillage des ressources naturelles des pays. Ce dernier, exercé par les multinationales, représente mille fois plus d'argent. C'est cela qu'il faut combattre : la surexploitation des forêts, des mers, des mines.

La Norvège vient d'initier une étude sur ces flux d'argent sale, et nous n'aurons les résultats que l'an prochain. Mais on estime que, pour 1 dollar d'aide au développement, on leur en vole 10. Il faut faire en sorte que les pays les plus pauvres puissent tout simplement profiter de leurs propres ressources».

L'Algérie doit-elle continuer à avoir des relations commerciales avec les entreprises britanniques ?

Dans son communiqué du 17 octobre 2008 (voir article plus haut), le groupe de travail anti-corruption de l'OCDE «avertit que l'incertitude entourant la législation britannique risque de susciter une vigilance accrue vis-à-vis des entreprises britanniques de la part de leurs partenaires commerciaux ou des banques multilatérales de développement» (extrait du communiqué).

Dans ces mêmes colonnes, le statut de très mauvais élève de la Convention anticorruption de l'OCDE attribué au Royaume-Uni a été évoqué à plusieurs reprises (notamment dans l'édition du *Soir d'Algérie* du 3 septembre 2007) : l'affaire dite Yamamah — corruption entre une firme d'armement anglaise (BAE System) et l'Arabie saoudite —, a été pour l'OCDE la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Plus grave, c'est surtout la manière dont le gouvernement et la justice britanniques ont traité ce scandale nettement avéré : en bloquant l'enquête menée

par le «Serious Fraud Office» (Bureau de lutte contre les fraudes graves), blocage conforté récemment par la... justice de ce pays. Qui a affirmé que cette dernière était indépendante ? Nombre de grandes firmes du Royaume-Uni essayent depuis quelques années de commercer avec l'Algérie, tentatives fortement appuyées et relayées par les gouvernements de Blair et de Brown, et toutes sortes d'officines jouant les intermédiaires et multipliant les rencontres fortement médiatisées entre chefs d'entreprises des deux pays. Au vu des très mauvaises performances du Royaume-Uni vis-à-vis de la Convention anticorruption de l'OCDE et de l'absence manifeste et délibérée de volonté politique du gouvernement algérien à lutter contre la corruption, il y a lieu de s'inquiéter quant au risque élevé de corruption pouvant prévaloir dans les relations commerciales entre les deux pays. Affaire à suivre.

D. H.